

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 885

[2005/200962]

24 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'une Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant que la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon du 20 juillet 2004 prévoit de créer un Comité interministériel de suivi des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public;

Considérant par ailleurs, qu'il est précisé dans la déclaration de politique régionale que ce Comité se fera assister par une cellule d'appui;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 février 2005;

Vu le protocole n°446 du Comité de secteur XVI, établi le 10 mars 2005;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à la mise à disposition de personnel;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public OIP, ci-après dénommée Cellule d'informations financières (CIF).

La Cellule est placée sous l'autorité du Ministre du Budget.

Art. 2. La Cellule a pour mission principale d'assister le Comité interministériel dans sa mission de suivi.

Elle est chargée notamment de collecter, d'organiser et d'analyser les informations financières nécessaires à la confection de tableaux de bord définis par le Comité.

Dans ce cadre, elle conseille le Comité dans la définition des indicateurs de suivi.

Elle assure en outre le secrétariat du Comité.

Le Gouvernement wallon décidera de la date de la fin de la mission par arrêté.

Art. 3. La Cellule établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre du Budget décrivant de manière synthétique des travaux de la Cellule.

Art. 4. § 1^{er}. La Cellule est dirigée par un consultant désigné au terme d'une procédure négociée avec publicité. Ce consultant possédera un profil d'expert de haut niveau dans le domaine de la finance et du contrôle de gestion, avec de surcroît, une expérience de coordination financière de plusieurs entités au sein d'un groupe.

§ 2. Outre le dirigeant de la Cellule visé au § 1^{er}, le personnel de la Cellule comprend :

a) trois personnes de niveau 1;

b) une personne de niveau 2+.

§ 3. Les personnes visées au présent article sont désignées par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 5. Les traitements des personnes désignées par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 9, il est alloué aux membres du personnel de la Cellule visée à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement wallon ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

- A5 ou A4 pour le personnel de niveau 1;

- B3 pour le personnel de niveau 2+.

§ 2. Le membre du personnel de niveau 2+, visé au § 1^{er} du présent article, bénéficie d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation prévu pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 7. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 4, § 2, literas a et b, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est mis en congé de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des agents statutaires et des membres du personnel contractuel issus des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci. Les membres du personnel contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 9.

Art. 8. Il est accordé aux personnes en fonction à la Cellule une allocation fixée comme suit :

§ 1^{er}. Les personnes visées à l'article 4, § 2, litera a, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour les attachés ou conseillers par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. La personne visée à l'article 4, § 2, litera b, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 3. La situation pécuniaire du personnel de la Cellule qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue au présent article. Lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de ce membre du personnel de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue au présent article qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 9. Les personnes visés à l'article 4, § 2, literas a et b, bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis aux statuts des fonctionnaires de la Région, en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis aux agents de la Cellule.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel visés à l'article 4, § 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, le montant de l'indemnité est équivalent :

- a) à l'indemnité d'attaché ou de conseiller pour le personnel de niveau 1 visé à l'article 4, § 2, litera a;
- b) à l'indemnité de personnel d'exécution pour le personnel de niveau 2+ visé à l'article 4, § 2, litera b.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

Art. 11. Les indemnités et allocations visées aux articles 6, 8, 9 et 10 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12e du montant annuel.

Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 12. Les indemnités et allocations prévues aux articles 6, 8, 9, 10 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre du Budget peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans la Cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au Cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein d'un Cabinet et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée du supplément d'allocation visé à l'article 11 ou des allocations forfaitaires mensuelles dont question à

l'article 15 et, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation de cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 14. Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Budget pour engager et approuver toute dépense imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2, du présent arrêté.

Art. 15. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base relatives au fonctionnement de la Cellule et à l'achat de biens divers à créer au sein de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 16. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, § 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou de son délégué visé à l'article 14 imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, § 2.

Art. 17. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 18. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant de la cellule propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare, le cas échéant, les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 19.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 885

[2005/200962]

24. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In der Erwägung, dass die Gründung eines interministeriellen Ausschusses zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses in der regionalpolitischen Erklärung der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2004 vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass in der regionalpolitischen Erklärung zum anderen bestimmt wird, dass dieser Ausschuss die Hilfe einer Unterstützungszelle bekommen wird;

Aufgrund des am 1. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 3. Februar 2005 gegebenen Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 3. Februar 2005 gegebenen Zustimmung des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 10. März 2005 erstellten Protokolls Nr. 446 des Sektorenausschusses XVI;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, der Bereitstellung von Personal eine vorschriftsmäßige Grundlage zu geben;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Eine Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses (E.Ö.I.), weiter unten Zelle für finanzielle Informationen (Z.F.I.) genannt, wird eingerichtet.

Die Zelle wird unter die Aufsicht des Ministers des Haushalts gestellt.

Art. 2 - Die Zelle hat zur Hauptaufgabe, dem interministeriellen Ausschuss bei seiner Überwachungsaufgabe beizustehen.

Sie ist u.a. damit beauftragt, die zur Erstellung der durch den Ausschuss bestimmten Übersichtstabellen notwendigen finanziellen Informationen zu sammeln, zu organisieren und zu analysieren.

In diesem Rahmen berät sie den Ausschuss bei der Bestimmung der Überwachungsindikatoren.

Außerdem sorgt sie für das Sekretariat des Ausschusses.

Die Wallonische Regierung wird das Datum für das Ende der Aufgabe durch Erlass festlegen.

Art. 3 - Alle drei Monate übermittelt die Zelle dem Minister des Haushalts einen Tätigkeitsbericht, in dem deren Arbeiten auf bündige Art beschrieben werden.

Art. 4 - § 1. Die Zelle wird von einem Berater geleitet, der nach einem Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung bezeichnet wird. Dieser Berater wird das Profil eines hochqualifizierten Sachverständigen im Bereich der Finanz und der Verwaltungskontrolle und außerdem eine Erfahrung im Bereich der finanziellen Koordinierung von mehreren Entitäten innerhalb einer Gruppe haben.

§ 2. Neben dem in § 1 erwähnten Leiter der Zelle, besteht deren Personal aus:

a) 3 Personen der Stufe 1;

b) 1 Person der Stufe 2+.

§ 3. Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personen werden durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Ministers des Haushalts bezeichnet.

Art. 5 - Die Gehälter der durch die Wallonische Regierung bezeichneten Personen gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 6 - § 1. Unbeschadet des Artikels 9 wird den Mitgliedern des Personals der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder eines anderen öffentlichen Dienstes im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den folgenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltstabellen festgesetzt wird:

- A5 oder A4 für das Personal der Stufe 1;

- B3 für das Personal der Stufe 2+.

§ 2. Das in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnte Personalmitglied der Stufe 2+ bezieht eine Zuwendungszulage, die der in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das ausführende Personal vorgesehenen Zuwendungszulage entspricht.

Art. 7 - § 1. Wenn das in Artikel 4, § 2, a) und b) erwähnte Personal bereits die Eigenschaft eines Bediensteten der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es für die Dauer seiner Bezeichnung von seiner Dienststelle in den Urlaub versetzt.

§ 2. Die Entlohnung sowie die Mahlzeitschecks der statutarischen Personalmitglieder und der vertraglich eingestellten Personalmitglieder, die aus den Dienststellen der Regierung stammen, bleiben zu Lasten dieser Dienststellen. Die vertraglich eingestellten Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung behalten so wie die statutarischen Bediensteten ihre Entlohnung, die um die in Artikel 9 erwähnte Zuwendung erhöht wird.

Art. 8 - Den in der Zelle tätigen Personen wird eine wie folgt festgesetzte Zuwendung gewährt:

§ 1. Die in Artikel 4, § 2, a) erwähnten Personen beziehen eine jährliche Zuwendung, die der in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die Attachés oder Berater vorgesehenen Zuwendung entspricht.

§ 2. Die in Artikel 4, § 2, b) erwähnte Person bezieht eine jährliche Zuwendung, die der in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das ausführende Personal vorgesehenen Zuwendung entspricht.

§ 3. Die finanzielle Stellung des Personals der Zelle, das den Dienststellen der Regierung nicht angehört und jedoch einem Ministerium, einer Dienststelle des Staates, einer anderen öffentlichen Dienststelle, einem im Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Betrieb, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechtes oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehört, wird wie folgt geregelt :

1° wenn der Arbeitgeber damit einverstanden ist, das Gehalt weiter zu zahlen, bezieht der Betroffene die im vorliegenden Artikel vorgesehene Zuwendung. Wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, zahlt die Wallonische Region der Ausgangsdienststelle die Entlohnung dieses Personalmitglieds der Zelle, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung und Vergütung, die gemäß den auf es in seiner Ausgangseinrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet werden, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten, zurück;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene eine als Gehalt geltende jährliche Zuwendung, die um die im vorliegenden Artikel vorgesehene jährliche Zuwendung erhöht wird, die jedoch weder höher noch niedriger als die um Zusatzgehalt, Prämien und verschiedene Vergütungen im erweiterten Sinne und um die Zuwendung, die der Betroffene beziehen würde, falls die unter 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn anwendbar wären, erhöhte Entlohnung sein darf.

Art. 9 - Die in Artikel 4, § 2, a) und b) erwähnten Personen beziehen die Familienzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- bzw. Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung gemäß den für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Sätzen und Bedingungen.

Art. 10 - § 1. Die für die Personalmitglieder der wallonischen Ministerien und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Statut der Beamten der Region unterliegen, vorgesehenen Bestimmungen, die die mit Dienstfahrten und der Benutzung der öffentlichen Verkehrsmittel verbundenen Aufenthaltskosten und Dienstoffahrtkosten betreffen, sind mutatis mutandis auf die Bediensteten der Zelle anwendbar.

§ 2. Eine pauschale jährliche Vergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitgliedern als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt, wobei die Vergütung folgenden Beträgen entspricht :

- a) der Vergütung des Attachés oder des Beraters für das in Artikel 4, § 2, a) erwähnte Personal der Stufe 1;
- b) der Vergütung des ausführenden Personals für das in Artikel 4, § 2, b) erwähnte Personal der Stufe 2+.

Die Vergütung wird monatlich und am Monatsende ausgezahlt und kann bei Teilzeitarbeit proportional zur geleisteten Arbeitszeit ausgezahlt werden.

Bei einer Abwesenheit, die 30 Kalendertage nicht überschreitet, bleibt die Vergütung erhalten.

Art. 11 - Die in den Artikeln 6, 8, 9 und 10 erwähnten Vergütungen und Zuwendungen werden monatlich und am Monatsende ausgezahlt. Die monatliche Zuwendung entspricht einem Zwölftel des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Zuwendung nicht für einen ganzen Monat geschuldet wird, wird sie gemäß der im Besoldungsstatut des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Regel in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 12 - Die in den Artikeln 6, 8, 9 und 10 erwähnten Vergütungen und Zuwendungen werden gemäß den im Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst : dazu werden sie mit dem Verbraucherpreisindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gekoppelt.

Art. 13 - § 1. Der Minister des Haushalts kann gemäß den weiter unten stehenden Bedingungen den Personen, die ein Amt in der in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zelle ausgeübt haben und die kein berufliches Einkommen, kein Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension beziehen, eine pauschale Ausscheidensvergütung gewähren. Eine Hinterbliebenenrente oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum wird nicht als Ersatzeinkommen angesehen.

§ 2. Diese pauschale Zuwendung wird wie folgt gewährt:

- bei einer geleisteten ununterbrochenen Arbeitszeit von drei bis sechs Monaten wird eine Zuwendung einen Monat lang gewährt;
- bei einer geleisteten ununterbrochenen Arbeitszeit von über sechs bis zwölf Monaten wird eine Zuwendung zwei Monate lang gewährt;
- bei einer geleisteten ununterbrochenen Arbeitszeit von über zwölf bis achtzehn Monaten wird eine Zuwendung drei Monate lang gewährt;
- bei einer geleisteten ununterbrochenen Arbeitszeit von über achtzehn bis vierundzwanzig Monaten wird eine Zuwendung vier Monate lang gewährt;
- bei einer ununterbrochenen Arbeitszeit von über vierundzwanzig Monaten wird eine Zuwendung höchstens fünf Monate lang gewährt.

Der erste Anweisungsbefugte oder sein Beauftragter muss der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich alle Elemente übermitteln, die zur Berechnung der pauschalen Ausscheidensvergütung eines jeden Berechtigten notwendig sind.

§ 3. Die Ausscheidensvergütung wird pro Monat gewährt. Unbeschadet des § 1 ist deren Gewährung dadurch bedingt, dass der Betroffene jeden Monat eine ehrenwörtliche Erklärung einreicht, aus der hervorgeht, dass er während des betroffenen Zeitraums keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder dass er eine der in § 4 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann vom Minister eine pauschale Ausscheidensvergütung an Personen gewährt werden, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben und deren einziges Einkommen seit mindestens drei Monaten vor dem Ende des Amtes im Kabinett mit der Ausübung eines Mandats als Bürgermeister, Schöffe oder Vorsitzender eines öffentlichen Sozialhilfzentrums verbunden ist, oder die entweder Inhaber von ausschließlich einer oder mehreren Teilstellungen im Privatsektor oder in einer einer gesetzgebenden Behörde unterliegenden Dienststelle, in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung oder von einer oder mehreren Pensionen zu Lasten der Staatskasse in Verbindung mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen sind oder die Arbeitslosengeld oder eine gesetzliche Entschädigung in Sachen Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft beziehen. Die Ausscheidensvergütung wird dann gemäß § 2 festgesetzt und nach Gewichtung um die Gesamtsumme reduziert, die dem Betroffenen für den entsprechenden Zeitraum als Entlohnung für unvollständige Tätigkeiten im öffentlichen oder privaten Sektor oder als Pension geschuldet wird, dies je nachdem der Betrag der pauschalen Ausscheidensvergütung mit einer ganztägigen Beschäftigung oder einer Teilzeitbeschäftigung in einem Kabinett verbunden ist, und auf jeden Fall um die aufgrund einer Entschädigung wegen Arbeitslosigkeit, Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft bezogenen Einkünfte reduziert.

§ 5. Der monatliche Bruttobetrag der pauschalen Ausscheidensvergütung ist der indexierte monatliche Bruttobetrag der als Gehalt geltenden Zuwendung, einschließlich des Betrags der Erhöhung, die eventuell stattgefunden hat, mit Hinzurechnung der in Artikel 11 erwähnten Zuwendungszulage oder der in Artikel 15 erwähnten pauschalen monatlichen Zuwendungen und, gegebenenfalls, der Haushalts- oder Wohnsitzzulage, in Bezug auf den letzten Monat der Tätigkeit, die die betroffene Person während mindestens drei Monaten ausgeübt hat, gewichtet nach der Regelung der Leistungen des Begünstigten, die für die Berechnung der besagten Kabinettszuwendung berücksichtigt werden.

§ 6. Personen, die ihr Amt aus freiem Antrieb niederlegen, erhalten keine Ausscheidensvergütung.

Art. 14 - Dem Kabinettschef des Ministers des Haushalts wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf eine innerhalb des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region einzurichtende spezifische Basiszuwendung anrechenbar und mit den dem in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen verbunden ist.

Art. 15 - Dem in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Leiter der Zelle wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe in Höhe von maximal 5.500 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die innerhalb des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region einzurichtenden Basiszuwendungen in Bezug auf die Aktivität der Zelle und auf die Anschaffung verschiedener Güter anrechenbar ist.

Art. 16 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit der administrativen Unterstützung der Zelle in Sachen Personal und mit der Verwaltung der dem in Artikel 4, § 2 erwähnten Personal gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten verantwortlichen Berater wird die Vollmacht erteilt, jegliche vom in Artikel 14 erwähnten ersten Anweisungsbefugten oder seinem Beauftragten eingegangene Ausgabe anzuweisen, die auf eine innerhalb des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region einzurichtende spezifische Basiszuwendung anrechenbar und mit den dem in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen verbunden ist.

Art. 17 - Die oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 18 - Unter Beachtung der die öffentlichen Aufträge regelnden Bestimmungen schlägt der Leiter der Zelle die Dienstleistungsverträge vor, dies insbesondere, um sich die Mitarbeit von Beratungsbüros im Hinblick auf deren Unterstützung bei seiner Aufgabe zu sichern. Gegebenenfalls bereitet er die Vorschläge in Bezug auf Anschaffungen vor, die zusätzlich zu den in Artikel 19 erwähnten materiellen Mitteln notwendig wären.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 20 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 885

[2005/200962]

24 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Overwegende dat gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering van 20 juli 2004 erin voorziet een interministerieel comité op te richten voor de opvolging van de alternatieve financieringen en van de financiële toestand van de openbare instellingen;

Overwegende dat in de gewestelijke beleidsverklaring overigens aangestipt wordt dat dat comité zich zal laten bijstaan door een ondersteunende cel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 februari 2005;

Gelet op protocol nr. 446 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 10 maart 2005;

Overwegende dat er een regelgevende grondslag verleend dient te worden aan de terbeschikkingstelling van personeel;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een cel opgericht voor de opvolging van de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen die verder "cel voor financiële informatie" genoemd wordt.

De cel staat onder het gezag van de Minister van Begroting.

Art. 2. De cel heeft als hoofdplicht het bijstaan van het interministeriële comité in diens opvolgingsopdracht.

Zij is meer bepaald belast met de inzameling, de organisatie en de analyse van de financiële informatie die noodzakelijk is voor het opstellen van de door het comité opgestelde situatie-overzichten.

In dat kader verstrekt ze raad aan het comité in het opstellen van de opvolgingsindicatoren.

Daarnaast verzorgt ze het secretariaat van het comité.

De Waalse regering zal bij besluit beslissen over de datum waarop de opdracht beëindigd wordt.

Art. 3. De cel stelt elke drie maanden een activiteitenverslag op ten aanzien van de Minister van Begroting, waarin de werkzaamheden van de cel samengevat omschreven worden.

Art. 4. § 1. De cel wordt geleid door een consultant die aangewezen wordt aan de hand van een onderhandelingsprocedure met bekendmaking. Die consultant dient een profiel van topdeskundige te bezitten op het gebied van financiën en beheerscontrole met daarbovenop een ervaring ter zake van financiële coördinatie van verschillende entiteiten deel uitmakend van eenzelfde groep.

§ 2. Naast de leider van de cel bedoeld in § 1 omvat het personeel van de cel :

a) drie personen van niveau 1;

b) één persoon van niveau 2+.

§ 3. De personen bedoeld in dit artikel worden door de Waalse regering aangewezen op voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 5. De wedden van de door de Waalse regering aangewezen personen zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 9 wordt er aan de personeelsleden van de cel bedoeld in artikel 1 die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Waalse Regering of meer in het algemeen van elke overheidsdienst, een toelage verleend die in de plaats komt van de wedde vastgelegd in de hiernavolgende weddeschalen geldend voor het personeel van de ministeries :

- A5 of A4 voor het personeel van niveau 1;
- B3 voor het personeel van niveau 2+.

§ 2. Het personeelslid van niveau 2+, bedoeld in dit artikel, komt in aanmerking voor een aanvullende toelage die gelijkstaat met de aanvullende toelage bedoeld voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse regering van 27 juli 2004 betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering.

Art. 7. § 1. Als het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, litterae *a* en *b*, reeds de hoedanigheid van personeelslid van de regeringsdiensten bezit, wordt het voor de duur van zijn aanwijzing bij zijn dienst met verlof gestuurd.

§ 2. De vergoeding evenals de maaltijdcheques van de statutaire personeelsleden en van de contractuele personeelsleden die afkomstig zijn van de regeringsdiensten blijven ten laste van laatstgenoemden. De contractuele personeelsleden van de regeringsdiensten behouden op dezelfde wijze als de statutaire personeelsleden hun vergoeding verhoogd met de toelage bedoeld in artikel 9.

Art. 8. De personen die een ambt uitoefenen bij de cel wordt een toelage verleend die als volgt is vastgelegd :

§ 1. De personen bedoeld in artikel 4, § 2, littera *a*, komen in aanmerking voor een jaarlijkse vergoeding die gelijkstaat met de kabinetstoelage bedoeld voor de attachés en adviseurs bij artikel 12 van het besluit van de Waalse regering van 27 juli 2004 betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering.

§ 2. De persoon bedoeld in artikel 4, § 2, littera *b*, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijk staat met de kabinetstoelage bedoeld voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering.

§ 3. De geldelijke toestand van de personeelsleden van de cel die zonder deel uit te maken van de regeringsdiensten evenwel deel uitmaken van een Ministerie, een dienst van het Rijk of een andere overheidsdienst, van een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij dit artikel; indien de werkgever de wedde eist, betaalt het Waalse Gewest aan de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van het personeelslid van de cel, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug zoals berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de cel in hun oorspronkelijke instelling, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokken persoon een jaarlijkse toelage in de plaats van de wedde, vermeerderd met de jaarlijkse toelage voorzien bij dit artikel die evenwel noch meer noch minder mag bedragen dan de bezoldiging vermeerderd met de bijkomende weddebedragen, premies en vergoedingen allerhande in ruime zin en met de toelage die de betrokken persoon zou krijgen indien de bepalingen onder 1° op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 9. De personen bedoeld in artikel 4, § 2, litterae *a* en *b*, komen in aanmerking voor kindergeld, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarspremie en enige andere vergoeding tegen de percentages en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 10. § 1. De bepalingen voorzien voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen op wie de statuten van de ambtenaren van het Gewest van toepassing zijn inzake verblijf- en rondreiskosten voortvloeiende uit dienstreizen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van de cel.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten verleend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld met verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 22, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering; het bedrag van de vergoeding beantwoordt aan :

- a)* de vergoeding van een attaché of adviseur voor het personeelslid van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, littera *a*;
- b)* de vergoeding van het uitvoerend personeel voor het personeelslid van niveau 2+ bedoeld in artikel 4, § 2, littera *b*.

De vergoeding is verschuldigd per maand, op het einde van de termijn en kan in geval van deeltijdse arbeid pro rata temporis worden uitbetaald.

De vergoeding wordt behouden tijdens de afwezigheden die de dertig kalenderdagen niet overschrijden.

Art. 11. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 6, 8, 9 en 10 worden maandelijks na afloop van de termijn betaald. De maandelijks toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag.

Indien de maandelijks toelage niet volledig verschuldigd is, wordt hij in dertigsten betaald, overeenkomstig de regel voorzien bij het geldelijk statuut van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 12. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 6, 8, 9 en 10 zijn verbonden aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen overeenkomstig de regels van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : daartoe worden ze gekoppeld aan index 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 13. § 1. De Minister van Begroting kan volgens de hiernavermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die een ambt hebben bekleed in de cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen enkel beroeps- of vervangingsinkomen noch een rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum dat verleend wordt door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. Bedoelde forfaitaire toelage houdt het volgende in :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes tot twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twaalf tot achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien tot vierentwintig maanden;
- maximum vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van vierentwintig maanden en meer.

De eerste ordonnateur of diens gemachtigde zijn ertoe gehouden de vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten onverwijld alle bestanddelen te verstrekken die noodzakelijk zijn voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage van elke toelagerechtigde.

§ 3. De vertrektoelage wordt bij maandelijks bedragen toegekend. De voorwaarde voor toekenning ervan is, onverminderd § 1, dat betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij tijdens de betrokken periode geen beroepsbedrijvigheid heeft uitgeoefend of dat hij na tegeldemaking van zijn rechten één van de voorwaarden voorzien in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister van Begroting een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies vervuld hebben van een kabinet wier inkomsten enkel bestaan uit de vergoeding verbonden aan de uitoefening sinds minstens drie maanden voor de ambtsbeëindiging in het kabinet van een burgemeesters-, schepen- of O.C.M.W.-voorzittermandaat of die ofwel uitsluitend houder zijn van één of meerdere deeltijdse functies in de privésector of in een dienst die onder een wetgevende macht ressorteert, bij een overheid of in een instelling van het gesubsidieerd onderwijs of van één of meerdere pensioenen ten laste van de Schatkist en die verband houden met één of meerdere onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringssuitkeringen of moederschapsuitkeringen genieten.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en wordt na weging verminderd met het totaalbedrag dat aan betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode ter vergoeding van onvolledige functies uitgeoefend in de privé-sector of bij de overheid of als pensioen al naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage verband houdt met de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie en in elk geval met de inkomsten die voortvloeien uit werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringssuitkeringen of moederschapsuitkeringen.

§ 5. Het jaarlijkse brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het maandelijks geïndexeerd brutobedrag van de toelage die in de plaats komt van de wedde, met inbegrip van het bedrag van de verhoging waaraan ze eventueel is onderworpen, vermeerderd met de bijkomende toelage bedoeld in artikel 11 of de maandelijks forfaitaire toelagen waarvan sprake in artikel 15 en, in voorkomend geval, van de haard- of standplaatstoelage met betrekking tot de laatste maand waarin de betrokken persoon actief was tijdens minstens drie maanden, gewogen naar gelang van de prestatieregeling van de toelagerechtigde die in rekening komt voor de berekening van bedoelde kabinetstoelage.

§ 6. Er is geen enkele vertrektoelage verschuldigd aan de personen die uit eigen wil hun ambt neerleggen.

Art. 14. Er wordt delegatie verleend aan de kabinetschef van de Minister van Begroting om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op een specifieke basisallocatie op te richten in organisatie-afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit.

Art. 15. Er wordt delegatie verleend aan de leider van de cel bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit om elke uitgave tot en met een bedrag van 5.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op de in organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest op te richten basisallocaties.

Art. 16. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor de cel en met de afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur of diens gemachtigde bedoeld in artikel 14 en die aangerekend kan worden op een specifieke basisallocatie op te richten in organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.

Art. 17. Voorvermelde bepalingen hebben niet als gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 18. Mits naleving van de bepalingen ter regeling van de overheidsopdrachten stelt de leider van de cel dienstcontracten voor, meer bepaald met het oog op de samenwerking met consultancykantoren die hem in diens opdracht bijstaan. Hij bereidt eventueel de aankoopvoorstellen voor die noodzakelijk zouden zijn als aanvulling op de materiële middelen bedoeld in artikel 19.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het "*Belgisch Staatsblad*".

Art. 20. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN